

L'idée d'un crédit supplémentaire émerge à Berne pour lutter contre le coronavirus dans le monde

# L'humanitaire espère une rallonge

« PHILIPPE BOEGLIN

**Pandémie** » Le coronavirus s'est installé sur tous les continents. La maladie des voies respiratoires a certes statistiquement engendré davantage de décès en Europe – pour l'instant –, mais les pays en développement ont tout à craindre de la pandémie. Leurs infrastructures de santé sont moins développées, et toute mesure de confinement entraîne une crise économique aiguë, voire la famine, puisqu'une grande partie de la population travaille «au noir» et sans sécurité sociale.

La Suisse a déjà versé 18 millions de francs à des organisations internationales. Mais cela n'est pas suffisant aux yeux de tout le monde. Selon nos informations, la question d'un crédit supplémentaire émerge dans l'Administration fédérale. La somme servirait à appuyer les actions sanitaires et à renforcer économiquement les populations. Elle répondrait aussi à l'appel de l'ONU: les Nations Unies ont chiffré les besoins en aide humanitaire à deux milliards de dollars. C'était le 25 mars, et depuis lors, la pandémie a entraîné des dizaines de milliers de malades et de morts supplémentaires.

A Berne, certains considèrent que la Suisse doit accroître son effort financier si elle veut être à la hauteur. Cela dépendra en premier lieu du ministre des Affaires étrangères Ignazio Cassis. Le libéral-radical projette-t-il de demander un supplément au Conseil fédéral? Selon nos informations, ce n'est pas le cas. Le Tessinois compte puiser dans le budget existant, en déplaçant des ressources en faveur de la lutte contre l'épidémie.

## Les milliards de la BNS

Si le Conseil fédéral ne veut rien savoir d'un surplus pour l'humanitaire, le Parlement pourrait lui enjoindre de changer d'avis. A l'image du Neuchâtelois Denis de la Reussille (Parti ouvrier et populaire), membre du groupe des Verts et de la commission de politique extérieure. «Il y a des pays qui peuvent faire des efforts supplémentaires, et nous en faisons partie. Même si nous connaissons des difficultés avec l'épidémie, la Suisse a un devoir de solidarité. A titre



La pandémie de Covid-19 pourrait accroître la pauvreté dans certains pays, notamment en Afrique. Keystone /photo prétexte

d'exemple, 80 milliards dorment dans les réserves de la Banque nationale suisse (BNS). Le Conseil fédéral et le Parlement pourraient choisir d'en attribuer une partie à d'autres fins.»

## «La Suisse a un devoir de solidarité»

Denis de la Reussille

Parmi les élus, le principe d'une rallonge ne fait pas l'unanimité. La démocrate-chrétienne Christine Bulliard-

Marbach (FR), de la commission de politique extérieure du Conseil national, prône l'attente. «La solidarité est très importante, la Suisse a le devoir de s'en soucier. Le crédit-cadre 2021-2024 (11,25 milliards) pour la coopération au développement a été proposé par le Conseil fédéral juste avant l'épidémie de coronavirus. Je ne pense pas qu'il faille forcément débloquer des moyens supplémentaires tout de suite. Mais cette somme doit être maintenue à niveau, et il s'agira d'analyser ensuite s'il y a lieu de changer des priorités ou d'augmenter le budget.»

Au sein de la Direction du développement et de la coopération (DDC), le chef

de la Coopération Sud, Thomas Gass, relève pour sa part que «l'ONU a demandé deux milliards de dollars d'aide humanitaire pour lutter contre la pandémie. La Suisse a jusqu'ici versé 18 millions pour l'aide internationale. Elle devra se demander comment contribuer au mieux au vu de l'appel des Nations Unies.»

## L'UDC tonne

Sans surprise, un hypothétique crédit supplémentaire ne pourra pas compter sur le soutien de l'UDC. Le parti national-conservateur peste contre le projet de crédit-cadre 2021-2024 de 11,25 milliards de francs, qu'il veut réduire de

moitié. Il y a peu, il déclarait par voie de communiqué que «la pandémie du coronavirus fait progresser la pauvreté en Suisse. Le confinement pousse des milliers de personnes au bord de la ruine et, parallèlement, la dette publique explose. Face à cette crise économique, il n'est pas acceptable que la Suisse continue de distribuer à l'étranger des milliards de francs d'argent des contribuables.»

Entre la gauche et la droite, l'arbitrage pourrait venir des forces du centre et du centre-droit. Parmi celles-ci, il n'est pas exclu que les adeptes du statu quo changent d'opinion ces prochains mois, selon les dégâts causés par la pandémie. »